

## HISTOIRE D'UNE AMITIÉ

par Pierre Vidal-Naquet

La dernière fois que j'entendis la voix de Jérôme Lindon, il me dit : « *Tu es mon meilleur ami* ». Je n'aurais jamais osé le croire, mais ce mot retentit encore en moi, non comme un honneur, mais comme une exigence, exigence de vérité et de liberté.

Nos parents étaient liés depuis les années trente au moins, mais je ne connus Jérôme Lindon, alors chef de fabrication adjoint aux Editions de Minuit, qu'à la fin de 1947 ou au début de 1948. Avec Pierre Nora, je m'occupais alors de lancer une petite revue, *Imprudence*, Jérôme fit tout ce qu'il put pour nous dissuader, pour nous montrer les difficultés, voire l'impossibilité, de l'entreprise. Après quoi, comme nous tenions bon – la revue eut glorieusement trois numéros – il nous aida de son mieux, nous fournissant pour notre édition de luxe quelques rames de papier Alfa, nous donnant des livres en service de presse. C'est en 1957 que se noua vraiment notre amitié, j'aimerais dire qu'elle dure encore, mais la mort est une infranchissable barrière.

La campagne contre la torture menée par ceux que Robert Lacoste appelait des « exhibitionnistes du cœur et de l'intelligence » avait redémarré en 1957, avec le retour des rappelés. Personne n'était moins exhibitionniste que Jérôme Lindon, mais comme il le fit toute sa vie, il choisit le risque et paria sur l'impossible. En octobre, il publia un petit livre de Georges Arnaud (le romancier du *Salaire de la peur*) et d'un avocat encore inconnu, pas encore sulfureux, Jacques Vergès, issu d'une célèbre dynastie de communistes réunionnais, premier secrétaire de la conférence du stage des avocats parisiens, à peu près l'équivalent d'un cacique à l'École normale supérieure.

Ce petit livre, *Pour Djamilia Bouhired*, visait essentiellement à éviter la guillotine à une jeune Algérienne très probablement terroriste, condamnée à Alger par un tribunal militaire qui ressemblait beaucoup à un meeting d'assassins. Pendant plusieurs semaines, ce fut le silence. Celui-ci fut rompu par André Frossard dans *L'Aurore* du 11 novembre, sous le titre « Non, non et non ! ». La jeune fille fut sauvée.

Ce fut le début d'une longue campagne qui dura toute la guerre et eut ensuite plus d'un rebondissement. Le 21 juin de cette année 1957, disparaissait Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger, au domicile de qui avait été arrêté, le 12, Henri Alleg, directeur d'*Alger républicain*. « Evasion », disaient les autorités militaires qui fournirent même un témoin civil. Au sein du comité Audin, constitué en novembre, je fus chargé de publier une brochure. Dans mon esprit, il s'agissait d'un simple recueil de documents, auxquels Jules Borker, avocat du disparu, m'avait donné accès. J'en parlai à Jérôme Lindon, qui me fit rapidement comprendre qu'il fallait mener une démonstration historique. Entre-temps, il avait reçu de Léo Matarasso, avocat et communiste, un manuscrit intitulé *Interrogations sous la torture* que je fus le seul, en dehors de la maison à pouvoir consulter. En février 1958, ce manuscrit devint un livre *La Question*. Dans chaque exemplaire du service de presse, Lindon avait glissé un texte de quatre pages rédigées par moi et traitant de l'affaire Audin. Ce livre fut une explosion – au sens

où Mallarmé disait : « *Il n'y a d'explosion qu'un livre* ». Six semaines après sa sortie et la vente de 70 000 exemplaires, il fut saisi par un pouvoir imbécile.

*La Question* est un exemple parmi d'autres de ce génie du titre, de cet art de la polysémie qui fut, tout au long de sa vie d'éditeur, la marque du génie propre de Lindon. Ainsi, encore, en 1960, *La Gangrène*, récit d'étudiants algériens torturés par la DST, *Le Désert à l'aube* du déserteur Noël Favrelière, *Les Egorgeurs* de Benoît Rey, *Itinéraire* de Robert Bonnaud, *La Raison d'Etat*, livre dans lequel je publiai, en 1962, les premières archives de la torture d'Etat en Algérie. Ou encore, en 1972, alors que j'hésitais pour mon propre livre entre divers titres dont *La Torture et la République*, Lindon trancha *La Torture dans la République*, comme le ver dans le fruit. Lindon avait aussi le don de la formule. Au procès du réseau de soutien au FLN, qui se tint au tribunal militaire en septembre 1960, il déclara : « J'ai deux fils, je préfère les savoir déserteurs que tortionnaires ».

Au lendemain de la publication de *La Question*, je m'efforçai, avec une maladresse de débutant et un ton de parfait pompier, d'écrire *L'Affaire Audin*. Nous étions parvenus, Lindon et moi, à la conclusion que l'évasion de Maurice Audin avait été une mise en scène et que le lieutenant Charbonnier – un « archange », selon le général Massu – avait tenu dans cette infâme comédie le rôle de Maurice Audin. J'écrivis sur ce thème un texte filandreux. Lindon le réécrivit entièrement. Tout y était et tout était différent. J'insistai en vain pour qu'il co-signât le livre avec moi. Il s'y refusa catégoriquement, du moins m'avait-il appris à écrire. Il n'eut pas à recommencer.

Le livre sortit des presses le 12 mai 1958. Le lendemain, Massu prenait le pouvoir à Alger. Lindon proposa une bande : « Massu et ses complices ». Les libraires la refusèrent mais tolérèrent « Massu et ses hommes ». Désormais, à quelques exceptions près, je suivis la production algérienne de Lindon, lui fournissant des manuscrits, parfois par l'intermédiaire des éditions du Seuil. Germaine Tillion publia chez lui l'essentiel de son œuvre algérienne, *L'Afrique bascule vers l'avenir et les Ennemis complémentaires*. Dans *Sans commentaire* – encore un titre de Lindon – je publiai au nom du Comité Audin la déposition à huis clos du colonel Argoud au procès des barricades. « L'arrière-cerveau » du général Massu y annonçait sans fioritures le putsch des généraux qui survint quelques semaines plus tard, le 22 avril 1961. Le livre fut saisi comme tant d'autres par la police de M. Papon. Lindon n'était pourtant pas anti-gaulliste. Dès la fin de mai 1958, quand la montée au pouvoir du général de Gaulle paraissait de plus en plus probable, Lindon était convaincu, et me le disait, que la République ne pouvait être sauvée qu'avec le général de Gaulle. Mais il pensait aussi que le meilleur moyen de l'appuyer contre les colonels d'Alger était d'attaquer sans merci l'armée et la police. C'est pourquoi, sans partager sur le fond la violence de François Maspero, qui commençait alors son parcours d'éditeur avec, notamment, *L'An V de la révolution algérienne* de Frantz Fanon, il partagea avec lui l'honneur d'être la maison d'édition la plus saisie de France. Après la surprise de la saisie de *La Question*, le cérémonial devint simple. La police se présentait. Quelques exemplaires lui étaient remis, le reste étant diffusé illégalement par François Maspero et par les équipes de *Témoignages et documents* et *Vérité liberté* qui réimprimaient, le cas échéant, les textes saisis.

Il ne faut surtout pas croire que les saisies faisaient vendre les livres et enrichissaient la maison d'édition. La plupart des livres coûtaient plus qu'ils ne rap-

portaient. Que ceci soit l'occasion de tordre le cou à une autre légende, celle de l'avarice de Lindon. Il est vrai que Lindon était économe, non pour lui-même – il était capable au contraire, comme le Gobseck de Balzac, d'étonnants gestes de générosité – mais pour sa maison d'édition, qu'il avait tenue à bout de bras, après l'échec de Vercors. Il était capable de publier un livre même s'il était assuré de n'en vendre que quelques centaines d'exemplaires, si le livre lui paraissait politiquement ou littéralement essentiel. Il en fut ainsi pour les premiers romans d'Alain Robbe-Grillet. Après la fin de la guerre d'Algérie, même si je cessai de le voir quasi quotidiennement, notre collaboration continua. Dès 1967, Lindon me fit comprendre qu'Israël était menacé d'algérianisation. Ce n'est pas un hasard si sa maison d'édition, qui avait été celle de Ben Gourion, devint celle de la *Revue d'études palestiniennes*. C'était sa façon à lui de persister dans son être juif. C'est sur sa suggestion que j'écrivis plus tard, pendant l'été 1976, une très longue préface à *La Guerre des juifs* de Flavius Josèphe, intitulée de façon provocatrice « Du bon usage de la trahison ». Et c'est lui encore qui réédita en 1989, *L'Affaire Audin*, multipliée par trois.

Son amitié dans tous les moments importants de ma vie ne me fit jamais défaut. Il fut pour moi plus qu'un éditeur, un maître de vie.

—P. V.-N.

Ce texte est paru dans *Libération* des 14-15 avril 2001.